

APN: Le rapport d'activité du gouvernement renforce la confiance des investisseurs pour 2024

MALI 

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 12 MARS 2024

1538

www.malikile.com

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Économie et gestion

Procédure

d'alerte,

diagnostic financier

pour sauver les

entités publiques



**Journée Internationale de la Femme
WNEP-MALI aux côtés des femmes déplacées**



**Opération Maliko : Visite du Chef d'État-Major Général des
Armées dans les secteurs 1, 3 et 4**

Dengue

Maladie causée par un virus du genre *Flavivirus*, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé *Aedes aegypti*

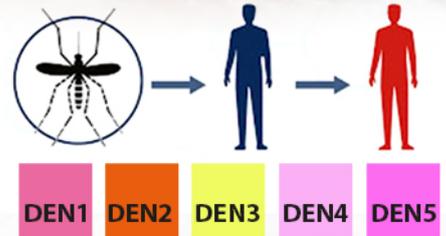


CAUSES

Piqûre du moustique femelle *Aedes aegypti*



5 sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation :
4 à 10 jours après la piqûre



DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derrière les yeux
- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptômes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (somnolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires
- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS & VACCIN



Un vaccin est disponible*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

BONS CONSEILS & PRÉVENTION



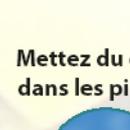
Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Faites vous vacciner contre la dengue*



Éviter l'eau stagnante



Mettez du chlore dans les piscines



Utilisez un spray anti-moustique

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déjà infectées par la maladie



MALIKILÉ Sensibilisation

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

P.21



P.25



P.35



/ Une /

Économie et gestion
Procédure d'alerte, diagnostic financier pour sauver les entités publiques

P.4

/ Breves /

Journée Internationale de la Femme : WNEP-MALI aux côtés des femmes déplacées
Opération Maliko : Visite du Chef d'État-Major Général des Armées dans les secteurs 1, 3 et 4
Semaine Nationale de Réserviste : Le Ministre Fomba à l'Infirmierie du Génie
RM7 : Visite de terrain du Commandant de zone
Célébration de la Journée Internationale de la Femme : Le gouvernement de la Transition fortement mobilisé
Œuvres sociales : Le Président de la Transition apporte son soutien aux communes de Bamako

P.18

P.19

P.20

P.21

P.22

P.23

/ Actualité /

La gestion domestique de la panne d'électricité au Mali : Se serrer la ceinture en attendant les centrales nucléaires
Abdoulaye Djibril Diallo, dg de l'EDM sa face à la presse : « Pendant le mois de ramadan, il y aura un plan détaillé de délestage pour permettre aux usagers de mieux s'organiser »

P.25

P.29

/ Politique /

Le pouvoir exécutif dans la Constitution : Tenue d'un atelier de haut niveau à Kabala
Le premier ministre s'adresse à la classe politique :
« Nous sommes entre nous. Nous n'allons pas nous séparer »

P.32

P.35

/ Culture & Société /

Bougouni !
Et de 11 pour le Festival International DIDADI

P.37

/ International /

APN : Le rapport d'activité du gouvernement renforce la confiance des investisseurs pour 2024
Chine 2024 : Une croissance économique de 5,2 %

P.39

P.41

/ Sport /

Compétitions africaines :
Le stade malien fixé sur son sort

P.43

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations

(AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass –
Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- **Gérant:** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef:**
- **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial:** Youssouf Diarra
- **Secrétariat:** Fatou SISSOKO

Économie et gestion

Procédure d'alerte, diagnostic financier pour sauver les entités publiques

C'est un secret de polichinelle, beaucoup de nos Entreprises nationales, notamment publiques présentent des situations financières très difficiles. Elles sont dans l'anti – chambre des « Entreprises en difficultés ». Hier des sociétés comme HUICOMA SA, COMATEX SA, TRANSRAIL, aujourd'hui, celles comme N-SOUKALA SA, EDM SA, sont des illustrations de la mauvaise santé financière des sociétés nationales. La mauvaise gestion serait la cause qui revient fréquemment dans les discours. Mais que sait-on réellement de ces Entités ? Comment se prémunir contre d'autres difficultés d'entreprises ? A qui le tour ?

Tout doit être fait pour éviter un effondrement économique, car si le pays résiste encore, c'est bien parce qu'il y'a encore un peu d'économie.

Dans ce papier, il s'agit de comprendre ce qui pourrait expliquer la situation financière désastreuse des Entités nationales publiques et privées, qui constituent une partie importante de la trame du tissu économique du pays.

I. PILIERS DE LA GOUVERNANCE "MODERNE" DES ENTITES COMMERCIALES

1. A l'avènement des indépendances, les Dirigeants du moment étaient dans l'obligation de créer les ja-

lons d'un tissu économique, cela, dans un pays essentiellement rural, sans beaucoup de ressources humaines, sans épargne privée et où le colonisateur a tout emporté avec lui.



En se mettant à leur place, on se rend compte que la tâche n'a pas été facile pour le Président Modibo KEITA et ses compagnons. Le lendemain du discours de proclamation de l'indépendance, on se réveille avec une seule équation à plusieurs inconnues : que faut-il faire pour répondre aux aspirations du peuple Malien : santé, éducation, infrastructures, transport, aménagement du territoire d'un pays vaste de 1240 000 km², développement économique et social pour le bonheur de près de 5 250 000 habitants, etc ?

Pour résoudre cette équation à plusieurs inconnues, ils ont pris leurs responsabilités : l'Etat doit être le premier agent économique. Des décisions ont été prises pour créer des dizaines d'entreprises industrielles, commerciales et de prestations de services. Tout doit être fait pour le bonheur et la dignité du Malien.

2. Vingt-cinq ans après, dans les années 85 / 87, les auteurs des Programmes d'Ajustements Structurels ont estimé que ces Entreprises qui ont fait le bonheur

des Maliens étaient mal gérées, mal gouvernées. Des « Entreprises – administrations » créées sans capital, sans comptabilité financière, sans comptabilité des coûts, sans gestion budgétaire, etc, sous perfusion des subventions, donc budgétivores, n'étaient pas économiquement viables.

Des arguments que les Dirigeants du moment se sont appropriés pour démanteler toutes les Entreprises publiques du pays tout en espérant sur l'émergence d'un secteur privé



jugé plus dynamique et mieux géré. D'ailleurs certaines des sociétés sont des privatisations d'entreprises publiques créées au lendemain des indépendances.

3. De nos jours, on estime qu'une Entreprise bien gérée dispose d'une bonne gouvernance reposant sur cinq piliers essentiels reliés entre eux par des mandats:

Premier pilier : les propriétaires, qui forment l'Organe de délibération : ce sont les associés ou les actionnaires. Dans les sociétés d'Etat, Entreprises industrielles commerciales, les Projets de développement, les Autorités Administratives Indépendantes comme les Agences de Régulation, l'Etat est le seul propriétaire.

Ce pilier fixe l'objet social, c'est-à-dire les raisons pour lesquelles l'Entité est créée. Cela est fait dans les statuts de la société privée ou dans

les textes de création des Entités Publiques.

Il donne ensuite, en collaboration avec le Conseil d'administration, des orientations stratégiques dans un document appelé « contrat plan » pour les Entités publiques ou « Plan de développement » pour les Entités privées.

Dans les Entités anglo-saxonnes, des objectifs chiffrés sont fixés dans ce document, par exemple un taux de croissance du chiffre d'affaire de 20% par an, une rentabilité financière de 12% du capital social par an ou des frais généraux qui ne doivent pas dépasser 15% du chiffre d'affaires..

Ensuite les propriétaires donnent mandat au deuxième pilier : le Conseil d'administration. En retour le Conseil d'administration rend compte de l'exécution de son mandat aux propriétaires qui vérifient l'atteinte des objectifs.

Deuxième pilier : le Conseil d'administration, c'est l'Organe d'administration. Il est chargé de mettre en œuvre les orientations, stratégies et plans arrêtés par le premier pilier. Il vérifie la vraisemblance du budget établi par le Directeur Général à qui il a donné mandat avant de l'adopter. Il statue sur l'exécution trimestrielle du budget du Directeur général. Il se réunit sur les comptes annuels établis par le Directeur général, les examine, les compare aux données du Rapport d'exécution budgétaire. Aux termes de cette session sur les comptes annuels, il les accepte ou les refuse. Dans cette dernière hypothèse, le Directeur reprend sa comptabilité et les états financiers qui en découlent.

De nos expériences, au Mali et à l'échelle communautaire, des Directeurs généraux ont démissionné devant l'intransigeance du Conseil d'Administration qui tient à ses objectifs. Pourrait être acceptable, tout objectif

atteint à + ou – 5%.

Enfin, le Conseil d'administration se fait sien, le Rapport annuel de gestion établi par la Direction générale, après examen minutieux et recoupements avec les données de l'exécution budgétaire et des comptes.

Dans ce rapport, est décrit le film du déroulement des activités de l'année, les grands événements survenus, les difficultés rencontrées au plan commercial, des approvisionnements, des ressources humaines, de la production, financier, technologique, etc. Des esquisses de solution sont données à chaque difficulté.

Troisième pilier : le Directeur général, la Direction Générale c'est l'Organe de gestion. Il est le « bras armé » du Conseil d'administration de qui, il reçoit son mandat et tous ordres. Il a la responsabilité de mettre en place le système de gestion efficace : gestion des approvisionnements, de la fabrication, commerciale, des ressources humaines, informatiques, administratives, financières et comptables, etc.

Dans les Entités publiques, c'est l'Etat propriétaire qui nomme le Directeur général. Il est souhaitable qu'il soit indiscutablement compétent. De sa compétence dépend la croissance, le développement, au pire des cas, la survie de l'Entité. D'ailleurs, en cas d'administration provisoire, l'article 160-2 de l'Acte uniforme relatif au Droit des Sociétés Commerciales dispose que :

«La juridiction compétente nomme en qualité d'administrateur provisoire une personne physique qui peut être un mandataire judiciaire inscrit

sur une liste spéciale ou toute autre personne justifiant d'une expérience ou une qualification particulière au regard de la nature de l'affaire et remplissant certaines conditions de qualification et réputation..... ».

Le Conseil d'administration peut mettre fin à tout moment au mandat du Directeur général, administrateur ou pas, incompetent, incapable d'atteindre ses objectifs, indisponible ou en cas d'anomalies graves ou d'insuffisances répétées dans sa gestion.

Il est chargé d'atteindre les objectifs arrêtés par les propriétaires, répercutés à lui par le Conseil d'administration. Il recrute des compétences, des directeurs opérationnels, et toute compétence lui permettant d'atteindre les objectifs.

Quatrième pilier : les directeurs opérationnels, le Directeur Général recrute des compétences, des directeurs opérationnels, des responsables techniques à qui il délègue une partie de ses prérogatives de ses mandats de gestion de la société en « bon père de famille », tout en restant entièrement responsable des objectifs fixés. Les responsables opérationnels sont responsables devant le Directeur général. Il leur exige des rapports périodiques sur leurs gestions, notamment sur l'exécution budgétaire.

Cinquième pilier : les contrôleurs externes, essentiellement les Commissaires aux Comptes et Auditeurs reçoivent mandat des propriétaires pour contrôler la gestion sociale et leurs rendent compte.

4. Il convient de noter qu'il y'a deux types de mandat : le mandat général et le mandat spécifique.

Dans la gouvernance les différents piliers détiennent un mandat général, mais pourraient aussi recevoir un mandat spécifique pour gérer des situations particulières.

La notion de mandat est très importante. Ce n'est pas un contrat de travail. Et cette distinction fait toute la différence. Celui qui donne mandat qu'on appelle « le mandant » peut toujours révoquer « le mandataire », c'est-à-dire lui retirer sa confiance, le mandat qu'il a donné dès lors qu'il n'est pas satisfait. Autrement dit le mandataire n'a pas été la hauteur. Il n'y a donc pas de licenciement abusif, mais un mandat non accompli.

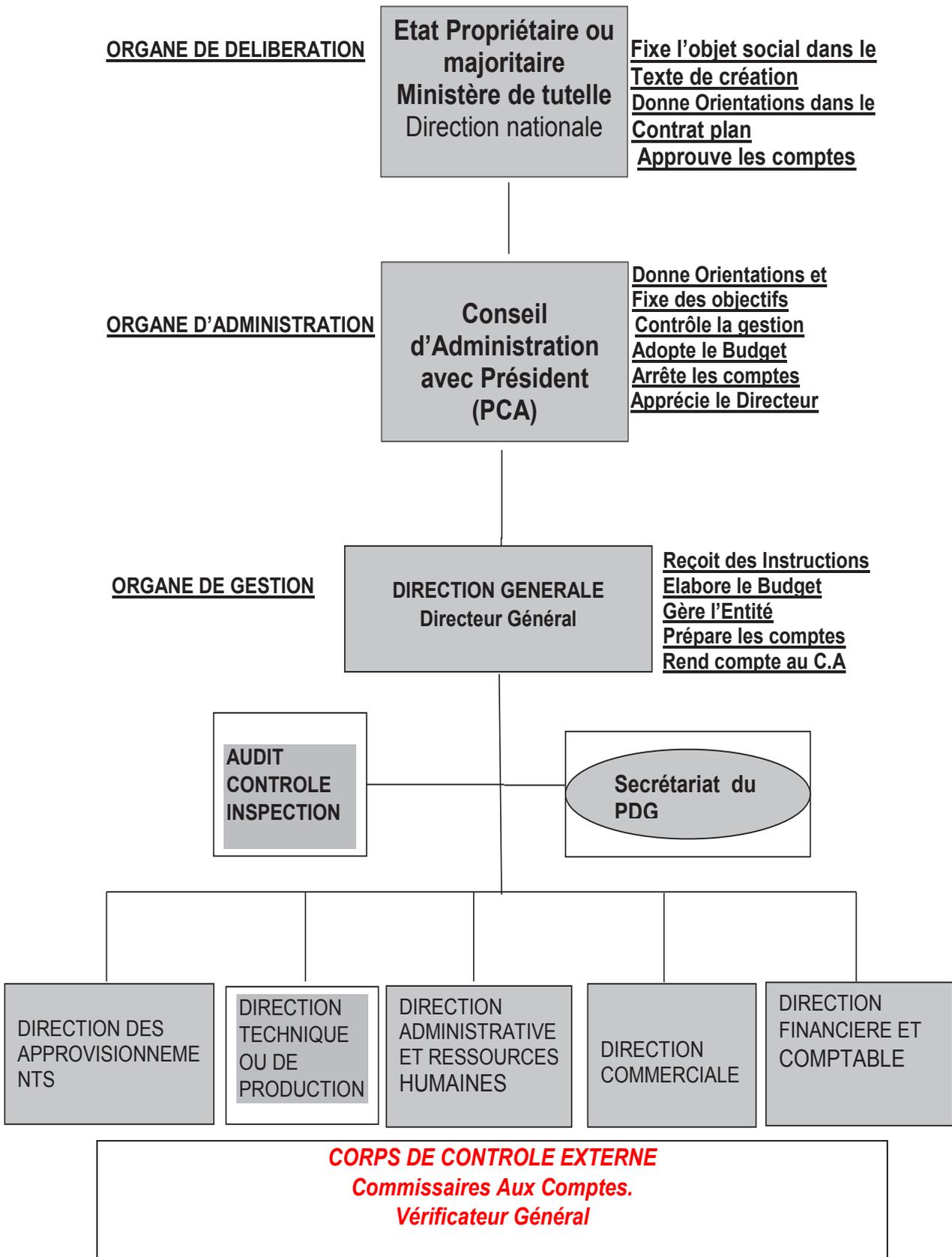
5. Enfin, la gouvernance des Entités est réglementée par le Droit OHA-DA, notamment l'Acte Uniforme relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, les statuts et autres textes de création des Entités elles-mêmes. Cette législation de portée générale est complétée par des législations particulières comme le Loi bancaire, les Instructions de la Banque centrale, les Circulaires de la Commission bancaire pour les banques et le Traité de la CIMA pour les Assurances, la Loi sur les Systèmes Financiers Décentralisés ou Institutions de microfinance.

II. ENTITE PUBLIQUE : EXEMPLE D'ARCHITECTURE DE LA GOUVERNANCE

De la présentation des Organes, il est possible de visualiser tout cela dans une architecture. Ci – après, le cas d'une Entité publique.

Exemple de schéma d'architecture de gouvernance d'une Entité publique

Exemple de schéma d'architecture de gouvernance d'une Entité publique





III. RESPONSABILITES DES DIRIGEANTS, OU POURRAIT SE SITUER LE PROBLEME ?

6. Dès l'apparition des premiers signes de défaillances, notamment les tensions de trésorerie entraînant :

- Des retards dans le paiement des salaires
- Impatience des fournisseurs pour leurs règlements
- Impossibilités d'honorer à échéance les engagements bancaires,
- Etc

Les yeux sont rimés vers le Directeur Général, l'Organe de gestion. Il est tout de suite accusé de n'avoir pas mis en place le système de gestion adéquat.

Mais les autres maillons de la chaîne de gouvernance : Conseil d'administration, Propriétaires (ou actionnaires), Commissaires aux comptes, ont-ils aussi été à la hauteur ? Ont-ils faits tout ce qu'ils devaient faire ?

3.1. La procédure d'alerte.

7. Il est très important de rappeler que les sociétés commerciales constituent le cœur du développement économique et social en système capitaliste comme en système socialiste. Le Droit des Sociétés consigné dans l'Acte Uniforme relatif au Droit des sociétés commerciales et du GIE donne des pouvoirs et des responsabilités à chaque Organe de gouvernance. Il s'agit d'assurer un fonctionnement équilibré de la société, qui puisse la mettre à l'abri de tout danger de disparition.

8. La faillite d'une Entité employant des milliers de personnes est toujours perçue comme dévastatrice.

Le Titre 4 intitulé « Procédures d'alerte » prévoit la possibilité pour les associés ou actionnaires et le Commissaire aux comptes, d'alerter les Organes d'administration et de gestion sur les difficultés pouvant constituer des menaces à la continuité d'exploitation de la société.

Article 153 : « Le commissaire aux comptes dans une société anonyme et dans une société par actions simplifiée, peut engager une procédure d'alerte en demandant, par lettre au porteur contre récépissé ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, des explications au président du conseil d'administration, au président-directeur-général ou à l'administrateur général, selon le cas, sur

tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation, qu'il a relevé lors de l'examen des documents qui lui sont communiqués ou dont il a connaissance à l'occasion de l'exercice de sa mission »

Article 154: « Le président du conseil d'administration, le président-directeur-général ou l'administrateur général, selon le cas, le président, répond par lettre au porteur contre récépissé ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans les quinze (15) jours qui suivent la réception de la demande d'explications. Dans sa réponse, il donne une analyse de la situation et précise le cas échéant les mesures envisagées.

9. A défaut de réponse, ou si celle-ci n'est pas satisfaisante, la loi invite le commissaire aux comptes à aller loin jusqu'à la convocation d'un conseil spécial ou d'une assemblée extraordinaire pour délibérer sur le fait. C'est à juste titre que le Prix Nobel d'économie Joseph E. Stiglitz dit son livre « Quand le capitalisme perd la tête », édition fayard 2003, à la page 171 que :

« Certains soutiennent que le capitalisme et la grande société anonyme moderne n'auraient pas pu apparaître en l'absence d'experts comptables fiables, capables de donner une image à peu près juste de la valeur nette et des profits d'une firme ».

« Il faut des commissaires aux comptes parce que les actionnaires (propriétaires) ont conscience qu'ils ne peuvent pas faire confiance aux entreprises : leur incitation à donner une information fallacieuse est trop forte, même s'il y'a des lois pour protéger contre la fraude ».

10. Les articles 157 et 158 donnent la possibilité aux propriétaires (associés ou actionnaires) d'engager une procédure d'alerte. Dans toute société autre qu'une société anonyme, « Tout associé

non gérant peut, deux (2) fois par exercice poser par écrit des questions au gérant... »

Dans les sociétés anonymes et par actions « Tout actionnaire peut, deux (2) fois par exercice poser par écrit des questions au président du conseil d'administration, le président-directeur-général ou l'administrateur général,.....».

Une réponse est donnée dans les 15 jours comme mentionné ci-avant. Le commissaire aux comptes est ampliatrice. Et il pourrait établir un rapport spécial sur les menaces qui pèsent sur la continuité de l'exploitation.

11. Dans les Entreprises publiques, est-ce-que les « contrats plans » sont suffisamment clairs sur les objectifs quantitatifs et qualitatifs escomptés ? Les missions et rôles de la Direction Nationale qui a en charge la conduire la « politique nationale » en la matière sont – ils clairement précisés ?

3.2. L'inévitable formation des administrateurs.

12. Les techniques de gestion, notamment comptables et financières ne cessent d'évoluer. Il en est de même de la réglementation en général et du Droit des affaires en particulier. Dans un tel contexte, l'efficacité des administrateurs passe inévitablement par la formation permanente. Comment un administrateur peu outillé en lecture et compréhension des états financiers, du rapport annuel de gestion, en processus d'élaboration, d'exécution et de contrôle du budget pourrait – il être utile à la société ?

13. Il ne s'agit pas de faire des administrateurs des technocrates en gestion, finances et comptabilité. Non, il s'agit de les doter en compétences requises leur permettant de comprendre certains concepts clés et de pouvoir apprécier l'évolution des chiffres en

grandes masses.

3.3. L'intégration du diagnostic financier périodique dans le système de gestion.

14. Quel est l'état de santé d'une personne qui ne fait jamais de « bilan de santé » ? Il en est exactement de même pour de nombreuses sociétés nationales. Il n'est jamais procédé à un diagnostic financier, même sommaire depuis leur création, il y'a des dizaines, voire des vingtaines d'années. Un tel système de gestion est assimilable à conduire un véhicule sans phare de jour comme de nuit.

15. Dans le même ordre d'idées, le tableau de la « Note 34 : Fiche de synthèse des principaux indicateurs financiers » des états financiers est une esquisse d'appréciation de la situation financière de l'Entité à la clôture de chaque exercice. Des administrateurs outillés aux techniques de lecture et de compréhension des états financiers pourraient s'y appuyer pour apprécier l'évolution de la situation financière de l'entité dans le temps.

3.4. La séparation de l'économie de la politique.

16. Les incursions de la politique dans le milieu des affaires en général et dans les Entreprises en particulier pèsent progressivement sur la gestion des Entités : nominations des dirigeants, recrutements du personnel, accès au marché, etc. La politique a une forte capacité de destruction. Elle ressemble à un arbre qu'on appelle « Zèrènidie », qui finit par tuer tout arbre auprès duquel il pousse quel que soit son gigantisme.

17. Des biens donnés par les administrateurs en garantie de leur gestion et couverture de leurs responsabilités. Dans les textes du Mali avant l'avènement de l'OHADA et en « droit comparé des sociétés commerciales », sous d'autres cieux, les administrateurs



devaient être propriétaires d'un certain nombre d'actions qu'ils donnaient en « garantie des actes de gestion » qu'ils posent pendant leurs mandats. Pour les sociétés cotées en bourse, la base de capitalisation boursière était ajustée en retirant ces « actions de garantie » de la cotation, puisqu'elles n'étaient pas négociables.

Dans un contexte de déclaration des biens à l'OCLEI, que pourrait-on réclamer aux administrateurs et dirigeants des Entités publiques en garantie de leur gestion ?

En conclusion, la gouvernance des sociétés n'est pas une formalité. C'est un ensemble de règles qui ont fait leurs preuves au bout des dizaines, voire des centaines d'années de pratiques

par des sociétés dont certaines ont plus de 200 ans. Chaque maillon de la chaîne doit jouer pleinement les missions, attributions et prérogatives qui lui sont données. Certes, il faut les adapter à la culture, mais pas de manière souple au point de mettre toute l'économie en danger. /

Siné DIARRA

■ Expert –/Comptable, Essayiste
Bamako – Mali

malikile.com
LE QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALE, CULTURELLE ET DE PUBLICITÉ

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! "

74^{ème} Malikié
MIGRATION IRREGULIERE :
48 MALIENS PERISSENT EN MER

SALON DES
MEDIAS
DU MALI

3 EME
ÉDITION



DU 09 AU 12 MAI
2024

l o a d i n g . . .

■ WANEP-MaliOfficiel



WANEP-Mali célèbre la #JournéeDes-DroitsDesFemmes

Ensemble, célébrons le courage, la résilience et les réalisations des femmes maliennes. Le 8 mars est une occasion de reconnaître leur contribution inestimable à la société et de promouvoir l'égalité des sexes."

Mahamady Togola, Coordinateur National

#wanepa25ans #8mars #TissonsDesRelationsPourLaPaix

@followers @super fans ONU Femmes Mali PNUD MALI PBF Mali - UN Peacebuilding Fund Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille



■ WANEP-MaliOfficiel



WANEP-Mali célèbre #JournéeDes-DroitsDesFemmes

"Le pouvoir des femmes ne doit pas être sous-estimé. Elles sont des forces motrices pour la paix, la stabilité et la prospérité. Travaillons ensemble pour leur offrir les opportunités et les droits qu'elles méritent."

M.Samba TOURÉ, Chargé de l'administration et des finances.

#TissonsDesRelationsPourLaPaix #wanepa25ans

#JournéeDesDroitsDesFemmes #8mars

ONU Femmes Mali PNUD MALI Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité - CRSS Coalition Nationale des Femmes du Mali - CNF_Mali W-A-N-E-P Just Future Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille.



■ WANEP-MaliOfficiel



WANEP-Mali célèbre #JournéeDes-DroitsDesFemmes

"Les femmes maliennes sont des agents de changement et des moteurs de développement. Sachons reconnaître et valoriser leurs compétences, leurs connaissances et leur potentiel."

M. Bakary DIALLO, responsable M&E et Apprentissage.

#TissonsDesRelationsPourLaPaix #wanepa25ans

#JournéeDesDroitsDesFemmes #8mars

W-A-N-E-P ONU Femmes Mali @super fans @followers Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité - CRSS Coalition Nationale des Femmes du Mali - CNF_Mali PNUD MALI PBF Mali - UN Peacebuilding Fund Ambassade des Pays-Bas au Mali Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille L'Union européenne au Mali Interpeace



■ WANEP-Mali



WANEP-Mali continue à célébrer #JourneeDesDroitsDesFemmes

"Accélérer la participation pleine et égale des femmes à la vie publique et politique, est gage de bonne gouvernance"

Mamadou keita, Chauffeur Logisticien.

#TissonsDesRelationsPourLaPaix #wanepa25ans

#JourneeDesDroitsDesFemmes #8mars

W-A-N-E-P ONU Femmes Mali PNUD MALI Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité - CRSS Coalition Nationale des Femmes du Mali - CNF_Mali Ambassade des Pays-Bas au Mali PBF Mali - UN Peacebuilding Fund Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille L'Union européenne au Mali @followers Association des Blogueurs du Mali



■ WANEP-Mali



WANEP-Mali célèbre #JourneeDesDroitsDesFemmes

"La Journée internationale des femmes est un rappel puissant de la nécessité de mettre fin à toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes. Ensemble, défendons leurs droits et leur dignité."

Mallé Aminata Goita, assistante de programme

#TissonsDesRelationsPourLaPaix #wanepa25ans

#JourneeDesDroitsDesFemmes #8mars

ONU Femmes Mali PNUD MALI Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité - CRSS Coalition Nationale des Femmes du Mali - CNF_Mali W-A-N-E-P @followers @super fans Ambassade des Pays-Bas au Mali Just Future



■ WANEP-Mali



WANEP-Mali #JourneeDesDroitsDesFemmes

"En ce 8 mars, engageons-nous à créer un environnement inclusif où les femmes peuvent s'épanouir pleinement, réaliser leurs aspirations et contribuer pleinement au développement durable du Mali."

#Ibrahima_TRAORE Chargé des projets/programmes

#wanepa25ans #8mars #TissonsDesRelationsPourLaPaix

ONU Femmes Mali W-A-N-E-P PNUD MALI Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité - CRSS Ambassade des Pays-Bas au Mali Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille PBF Mali - UN Peacebuilding Fund L'Union européenne au Mali



WANEP-Mali



WANEP-Mali célèbre #JourneeDes-DroitsDesFemmes

«Que ce 8 mars soit une journée de solidarité, d'inspiration et d'action pour faire avancer l'égalité des sexes au Mali et dans le monde entier. Ensemble, nous pouvons construire un avenir plus juste et inclusif pour tous.»

Tiguida Berete, Assistante de direction

#TissonsDesRelationsPourLaPaix #wanepa25ans #8mars

ONU Femmes PNUD MALI Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité - CRSS W-A-N-E-P Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille PBF Mali - UN Peacebuilding Fund Ambassade des Pays-Bas au Mali L'Union européenne au Mali

@followers



WANEP-Mali



WANEP-Mali célèbre #JourneeDes-DroitsDesFemmes

« Le Mali progresse grâce à la participation active des femmes dans tous les secteurs. En ce jour spécial, engageons-nous à renforcer leur rôle et leur leadership pour un avenir plus équitable et prospère. »

Nia Sanogo, chargé de programme Femme, Paix et Sécurité

#TissonsDesRelationsPourLaPaix #wanepa25ans #8mars

ONU Femmes Mali PNUD MALI Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité - CRSS W-A-N-E-P @followers Ministère de la Jeunesse et des Sports PBF Mali - UN Peacebuilding Fund Ambassade des Pays-Bas au Mali L'Union européenne au Mali



■ Malick Konate



ERRATUM : Le délibéré du tribunal a abouti à la condamnation de l'Imam Bandiougou TRAORÉ à 18 mois d'emprisonnement dont 2 mois ferme et 16 mois avec sursis et à une amende de 500 000 francs CFA. Le parquet avait requis 18 mois dont 6 mois avec sursis et 12 mois ferme.

Il a été libéré ce lundi 11 mars 2024 et a pu retrouver sa famille après avoir passé deux mois sous mandat de dépôt.

#Bèki_Takè



■ Marissa Samake



En ce mois béni de #Ramadan où la Communauté #Musulmane du #Mali observe le quatrième pilier de l'islam en exerçant le Jeûne pour le renforcement de leur foi et la rémission de leurs péchés, nous vous souhaitons à chacun et tous RAMADAN KAREEM!

La famille Samake vous souhaite un bon ramadan à toute la communauté musulmane! Ramadan Kareem 🌙
 Qu'Allah fortifie les jeûneurs.
 Bon début de jeûne 🕌.
 Qu'Allah le tout puissant exauce nos vœux de bonheur 🌙



■ Ambassador Yeah Samake



CHERS AMIS,

À l'aube de ce mois sacré de Ramadan, Marissa Coutinho Samake et moi nous adressons à toute notre communauté musulmane avec nos cœurs emplis d'espoir et de fraternité. Le Ramadan est un temps de réflexion, de purification et de renouveau spirituel. Nous vous souhaitons à toutes et à tous un mois de jeûne béni, où la paix, la santé et la sérénité vous accompagnent chaque jour.

Que ce mois sacré renforce notre foi, notre endurance et notre capacité à partager et à prendre soin les uns des autres, particulièrement en ces temps difficiles. Puissiez-vous trouver dans le jeûne, la prière et la méditation, la force de surmonter les épreuves et la lumière pour éclairer votre chemin.

Que nos cœurs s'unissent dans la prière pour la paix et la prospérité au #Mali et partout dans le monde. Que nos actions et nos pensées durant ce mois sacré reflètent les valeurs de compassion, de charité et de fraternité enseignées par l'Islam.

RAMADAN MUBARAK ! Que vos prières soient exaucées, que vos péchés soient pardonnés, et que la grâce d'Allah vous enveloppe tout au long de ce mois sacré et au-delà.

Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR



COMMUNIQUÉ

DIRECTION GÉNÉRALE



INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

Le Directeur Général de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les rentiers d'accidents du travail du district de Bamako que l'INPS procédera à un contrôle physique de tous les rentiers de Bamako.

Le contrôle physique des rentiers de Bamako est prolongé jusqu'au 16 février dans toutes les agences principales de l'INPS de Bamako, ainsi qu'au niveau de l'inspection générale à l'immeuble ECOBANK.

Ce contrôle concerne tous les modes de paiement, y compris la caisse et les virements bancaires.

Les bénéficiaires doivent se munir des pièces suivantes :

- Une pièce d'identité en cours de validité ;
- Le Carnet AT ou le numéro AT.

La Direction Générale de l'INPS compte sur la bonne compréhension de tous les concernés.

Bamako, le 06 février 2024
La Direction Générale

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

**Journée Internationale de la Femme
WANEP-MALI aux côtés des femmes
déplacées**

Une grande mobilisation des participantes et de tous les participants a rendu l'événement spécial en l'honneur de la Journée Internationale de la Femme, le rendant ainsi mémorable. Sous le thème «Force et Résilience : Célébrer la Diversité et l'Inclusion à travers la Représentativité des Femmes», cette journée a été un témoignage poignant de la détermination et de la solidarité des femmes du Camp des Déplacées de Faladié en commune VI du district de Bamako .

Cet Espace d'Échange a été une occasion unique de mettre en lumière les histoires inspirantes, les défis surmontés et les aspirations des femmes déplacées, tout en affirmant leur rôle essentiel dans la construction d'un avenir plus juste et plus équitable pour tous. Le pro-

gramme Just Futur de WANEP-MALI a célébré la Journée Internationale de la Femme aux côtés des femmes déplacées à Maladie Garbal.

La cérémonie était présidée par l'ancienne ministre Dedja Kattrra, en présence des chefs des villages déplacés. Dans ses propos, le représentant des déplacés a salué cette initiative de WANEP-MALI. Pour lui, c'est avec un cœur rempli de joie et d'émotion que les déplacées de Faladié Garbal ont reçu la délégation de WANEP-MALI.

Par la suite, Mme Sanogo Gnagna Sene a rassuré les femmes déplacées que WANEP sera toujours à leurs côtés. De plus, elle les encourage à prendre toute leur place, malgré les difficultés, dans la vie de la société. Ce «le 8 Mars vous appartient». Mme Dedja Kattrra s'est dite heureuse de venir célébrer la femme aux côtés de ses sœurs au Grabat de Maladie. Elle a souligné que la journée du 8 mars n'était pas propice pour rester dans des bureaux climatisés alors qu'on peut la mettre à profit pour échanger avec les femmes en difficulté. Le programme Just Futur.

Fatou Sissoko



Opération Maliko

Visite du Chef d'État-Major Général des Armées dans les secteurs 1, 3 et 4

Le Général de Division Oumar DIARRA, Chef d'État-Major Général des Armées, a récemment effectué une visite de commandement dans les Secteurs 1, 3 et 4 de l'opération Maliko, suite à sa participation à la réunion des Chefs d'État-Major de l'Alliance des États du Sahel (AES) à Niamey. L'objectif de cette visite était de transmettre un message d'encouragement des autorités, de rappeler les missions des Forces de Défense et de Sécurité et de discuter de la discipline au sein des troupes.

Le Général DIARRA a souligné l'importance de la mutualisation des moyens pour assurer la sécurisation des personnes et des biens, ainsi que la nécessité de lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Il a salué le travail des Forces de Défense et de Sécurité en 2023 et a encouragé les troupes à poursuivre leurs efforts.

Au cours de ses visites à Gao, Tombouctou et Mopti, le Chef d'État-Major Général des Armées a été reçu par les autorités locales pour des échanges de courtoisie. Les Forces de Défense et de Sécurité ont été félicitées pour leur détermination et leur sens du devoir.

Les Commandements ont exprimé leur satisfaction quant à la visite du CEM-GA, soulignant son engagement envers la stabilité du pays. Ils ont également assuré que les actions des Forces de Défense et de Sécurité contribueront au retour de la paix et de l'administration sur tout le territoire.

La visite du CEMGA à Labbezanga, suite à une attaque perpétrée par des forces obscurantistes, a permis de manifester son soutien aux blessés et de fournir des orientations pour le succès des opérations militaires au Mali.

Cette visite a renforcé le lien entre la hiérarchie militaire et les troupes en opérations, soulignant l'importance de la discipline, de la cohésion et de la vigilance pour assurer la sécurité et la stabilité du pays.

Fatou Sissoko



Semaine Nationale de Réserviste : Le Ministre Fomba à l'Infirmierie du Génie

Le Ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne, Abdoul Kasim Ibrahim FOMBA, s'est rendu le vendredi 08 mars 2024 à l'infirmierie de garnison du Génie militaire, dans le cadre de la Semaine Nationale de Réserviste. Cette visite s'inscrivait dans une série d'activités prévues pour la journée, comprenant notamment une visite aux personnes atteintes du cancer du col de l'utérus et du cancer du sein, ainsi qu'un test de dépistage du VIH/Sida. Le Ministre était accompagné des responsables de l'Amicale des anciens du service national.

À l'issue de sa visite, le Ministre FOMBA s'est exprimé, se disant heureux de cette initiative. Il a souligné que la mission principale de leur action est d'inculquer une certaine compréhension de la citoyenneté auprès de la jeunesse malienne. Il a également lancé un appel aux jeunes pour s'investir dans le développement du pays de manière bénévole, sans attendre de contrepartie. Par ailleurs, le Ministre a exhorté la jeunesse à rester engagée et dynamique pour contribuer au développement du pays, sur-

tout dans une période où le Mali a plus que jamais besoin de sa jeunesse.

De son côté, le Colonel-major à la retraite Niaré Nana Tiémoko TRAORE s'est dit honoré de la visite du Ministre à leur établissement. Il a mentionné qu'au cours de la semaine, un don de sang a été organisé au profit des FAMA au Centre de Médecine Sportive. Le Colonel-major a exprimé sa gratitude envers les femmes qui ont mobilisé les membres de leurs associations pour cette noble cause. Il s'est également réjoui du fait que les résultats des tests de dépistage du VIH effectués sur 50 personnes se soient révélés négatifs.

Enfin, lors de son intervention, la patiente Mah TRAORE a encouragé les femmes à effectuer un bilan de dépistage tous les 6 mois et à prendre soin de leur santé. Cette recommandation souligne l'importance de la prévention et du suivi médical régulier pour garantir le bien-être et la santé de chacun.

Cette journée à l'infirmierie du Génie militaire, dans le cadre de la Semaine Nationale de Réserviste, a donc été marquée par des actions de solidarité, de sensibilisation à la santé et à la citoyenneté, ainsi que par des messages d'engagement en faveur du développement du pays.

Arouna Sidibé



RM7:**Visite de terrain du Commandant de zone**

Le Commandant de zone de Kidal, le Colonel Abdou Samba SYLLA, accompagné du Lieutenant-Colonel MONEKATA, officier d'Etat-Major de la 7ème Région Militaire, s'est rendu le jeudi 7 mars 2024 à Aguelhok et Tessalit.

Ces déplacements s'inscrivent dans le cadre des visites d'autorité instruites par le Chef d'Etat-Major Général des Armées pour échanger et s'enquérir des conditions de vie et de travail des hommes engagés sur le théâtre des opérations.

Après avoir reçu un accueil chaleureux de la part de la population d'Aguelhok, le Colonel SYLLA est allé se recueillir devant la tombe de nos braves soldats tombés lors des événements de 2012.

Ensuite, le Colonel Abdou Samba SYLLA, s'est rendu à Tessalit. Après les honneurs militaires, il a eu droit à une brève présentation de la situation sécuritaire de la localité avant d'échanger avec la troupe.

Selon le Commandant de zone de Kidal, le Colonel Abdou Samba SYLLA, la conduite des opérations va ainsi avec des moments où il faut être plus près des hommes sur le terrain pour s'enquérir de leurs conditions de vie et les galvaniser. Il a affirmé avoir trouvé sur le terrain des hommes engagés à exécuter cette mission avec brio. Aujourd'hui il y a une forte capacité d'adaptation sur le terrain de nos hommes pour exécuter valablement cette mission de défense du territoire national.

S'adressant aux hommes, le Colonel SYLLA, leur a demandé de garder cette abnégation, d'être encore plus combatif et surtout être alertés. « Le laisser aller, la routine ne sont pas des choses qui peuvent améliorer nos résultats sur le terrain » a-t-il indiqué.

1ère CI Amadou Moussa COULIBALY



Photo DIR

Célébration de la Journée Internationale de la Femme

Le gouvernement de la Transition fortement mobilisé

Le Premier ministre Choguel Kokalla MAÏGA a participé ce vendredi 08 mars 2024 aux côtés du Président de la Transition, le Colonel Assimi GOÏTA, à la cérémonie de célébration de la journée internationale de la femme.

Au regard du thème mondial « Investir en faveur des femmes. Accélérer le rythme », notre pays s'est aligné sur la participation des femmes dans la vie publique et politique, défis, enjeux et perspectives. A travers ce thème national, il s'agira d'impliquer davantage les femmes dans les prises de décisions et les insérer dans les instances stratégiques de la nation.

Au regard de la solennité de l'événement de ce vendredi 8 mars 2024, le Président de la Transition, le Colonel Assimi GOÏTA, le Premier ministre Choguel Kokalla MAÏGA, le Président du Conseil National de Transition, le Colonel Malick Diaw ainsi que les membres du gouvernement, ont fortement appuyé le ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Coulibaly Mariam MAÏGA.

La cérémonie a démontré la volonté manifeste des autorités de la Transition, d'accélérer le rythme des investissements en faveur des femmes et de favoriser l'égalité des genres comme cela est inscrit dans la nouvelle Constitution du Mali. Cette forte mobilisation des femmes à l'occasion du 8 mars traduit aussi l'adhésion de la gent féminine aux idéaux de la Transition pour le Mali Kura.

Source: CCRP



Œuvres sociales : Le Président de la Transition apporte son soutien aux communes de Bamako

Après la rive gauche, l'équipe des œuvres sociales du Président de la Transition, conduite par son Conseiller spécial, M. Aguibou DEMBÉLÉ, s'est rendue sur la rive droite du District de Bamako, ce dimanche 10 mars 2024, notamment dans les Communes V et VI. Cette cérémonie a vu la participation de deux chargés de mission du Président de la Transition, du Gouverneur du District de Bamako, des représentants de la mairie du District, ainsi que des légitimités traditionnelles et coutumières des deux Communes.

À l'approche du mois béni de Ramadan, une période de solidarité et d'entraide au sein des communautés musulmanes, le Président de la Transition a apporté son assistance aux couches les plus vulnérables des Communes 5 et 6 du District.

Dans la Commune 5, la remise des kits alimentaires, composés de sucre, de mil, d'huile, de pâtes alimentaires et de riz, s'est déroulée au stade municipal en présence du maire Amadou OUATTARA, de tous les conseillers municipaux, des structures affiliées, ainsi que des bénéficiaires.

Le coordinateur des chefs de quartier, Kollé TOUNKARA, a exprimé sa gratitude pour ce geste symbolique, soulignant l'appel à la solidarité des Maliens pour favoriser le

vivre ensemble et l'unité nationale. Pour sa part, le maire Amadou OUATTARA a remercié le Chef de l'État, pour ce geste symbolique et a assuré que les kits seraient distribués aux bénéficiaires. Abdoulaye Kane DICKO, porte-parole des bénéficiaires, a formulé des vœux pour un Mali uni et prospère.

Dans la Commune 6, la remise des aides s'est déroulée devant la mairie en présence du coordinateur des chefs de quartier, El Hadji Sory SANGARE, du maire Bocar KEÏTA et des bénéficiaires. Des vœux ont été formulés, au cours de cette cérémonie, pour la réussite de la Transition, la paix et la stabilité du pays.

Le Gouverneur du District, pour sa part, a exprimé sa satisfaction pour cette initiative du Président de la Transition, soulignant les précédentes œuvres de solidarité entreprises pour les populations du District, notamment les trois centres de dialyse offerts par le Chef de l'État.

M. Aguibou DEMBÉLÉ, Conseiller spécial du Président de la Transition, a souligné le contexte de cette remise, liée à l'engagement du Président de la Transition qui a bien voulu octroyer les 2/3 de son fonds de souveraineté aux œuvres sociales. Cela, depuis le début de son mandat, le 7 juin 2021. M. DEMBELE a également exposé les détails de cette opération, qui a touché 600 ménages vulnérables dans le District de Bamako, à la veille du mois sacré de ramadan. Au nom du Président de la Transition, il a invité l'ensemble des Maliens à la cohésion et à la solidarité pour un Mali prospère et uni.

Source : CCOM Présidence de la République





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

OCLEI: Ce qu'il faut savoir en 2022

- 23 activités de sensibilisation (ateliers, séminaires, formations, conférences) à travers le Mali.
- 2 063 personnes de toutes les couches socio-professionnelles ont été directement touchées.
- 23 dossiers transmis à la justice de 2019 à 2022 pour un montant de 23 milliards 855 millions de FCFA ; soit environ un dossier par personne.
- Les profils des personnes mises en cause sont : membres du Gouvernement, élus locaux, Administration générale, armée, justice, administrations financières, péage, affaires étrangères.
- Les biens illicites identifiés sont composés de bâtiments, terrains et comptes bancaires.
- Le nombre des déclarations de biens a baissé drastiquement. Elles ont diminué de 48,28%.
- L'OCLEI a fait faire une étude sur les techniques d'enrichissement illicite. Elle a montré que 50,70% des citoyens interrogés trouvent qu'il y a de la corruption à Kayes, 41,80% à Bamako, 40,90% à Ségou et 17% à Sikasso.
- 76% des citoyens interrogés estiment qu'il y a de la corruption dans les services des douanes, 74% pour la Justice, 72% pour les Impôts, 72% pour la Police et 39% pour les Eaux et Forêts.
- La même étude précise que les biens illicites acquis au Mali sont « exportés » dans les pays suivants par ordre d'importance : France, Sénégal, Côte d'Ivoire, Canada et Etats Unis d'Amérique.
- 85% des biens des cadres maliens sont constitués d'immeubles (maisons d'habitation, bâtiments commerciaux, fermes, terrains).
- Le Mali, depuis juin 2022, assume la charge de Premier Vice-Président de l'Association des Autorités Anti-Corruption d'Afrique (AAACA).
- Le Mali a été unanimement désigné par les pays membres de l'Association des Autorités Anticorruption d'Afrique pour abriter la 7ème Assemblée générale de l'organisation panafricaine de lutte contre corruption. Ces décisions consacrent le leadership du Mali dans la lutte contre la corruption en Afrique.

 **N° VERT 80 00 22**

La gestion domestique de la panne d'électricité au Mali : Se serrer la ceinture en attendant les centrales nucléaires

À quelque chose malheur est bon dit l'adage. À quelques encablures de la fin de la transition en cours et l'empressement des hommes politiques radicaux de la cour finir au plus vite, on peut à juste raison indiquer que la voie tracée par Assimi et des civils et des militaires patriotes et républicains convaincus est la bonne voie. Pourquoi dit-on cela ?



Primo d'abord parce qu'on n'est pas sans savoir que le problème récurrent du délestage par EDM ne date pas de 2023 avec ma transition comme l'a si bien rappelé Assimi lui-même. On notera au passage que depuis l'ère de la délégation globale de gestion Edm n'en finit pas avec les dysfonctionnements notés dans la gestion comme dans la distribution et la commercialisation de l'électricité au Mali.

Secundo il n'y a pas si longtemps que ça qu'on avait coutume de parler d'énergie du mal en raillant le

sigle d'Edm. Pour dire que les Maliens sont accoutumés depuis sous l'ère Moussa Traoré aux méfaits de la coupure de courant. En effet, de cette période à aujourd'hui combien de foyers et d'entreprises moyennes petites ou grandes ont été impactés par ces coupures intempestives d'électricité sur le lieu de travail ou dans les domiciles ? Combien d'appareils électroménagers et électroniques ont été abîmés suite au retour brutal de l'électricité après de longues heures de coupure ?

Tertio supposons que c'est sous l'bk

que les choses se sont empirées à un tel point qu'on en paye tous aujourd'hui le prix fort parce que c'est aussi sous l'bk que les premiers cafards relevés dans la gestion de l'électricité ont vu le jour. C'est ainsi qu'à la chute du régime il a été donné à constater des malversations d'ampleur avec des détournements de citernes de carburant pour les turbines d'Edm et des surfacturations injustifiées. Il y a quelques jours des responsables sont mis en état d'arrestation suite aux commandes de groupes électrogènes pour soulager les populations et qui ne répon-



daient pas aux normes techniques voulues. D'autres détournements et pratiques malsaines dans la production, les installations, leur exploitation et la commercialisation de l'électricité sont plus ou moins connus et datés pour camper le débat autour de cette question : quelle solution définitive à trouver pour réconcilier les Maliens avec le secteur énergétique ?

Certains Maliens ont trouvé leur solution à travers des power back, des groupes électrogènes, de panneaux solaires. Toutes ces options ont en commun de constituer une source alternative de consommation d'électricité tellement la distribution en ration de quelques heures contre plusieurs heures de délestage est devenu sectoriel et général à la fois. Aujourd'hui, quartier après quartier, tout le monde a droit à des délestages intempestifs. Mais c'est avec résilience que nos compatriotes acceptent la situation en toute rési-

gnation de croyants. Sans élever la voix ni se plaindre geindre ou gémir, nous sommes logés à la même enseigne. On souffre dans notre corps et dans nos tâches au quotidien par panne récurrente d'électricité. Aussi les ateliers de tailleurs que les commerces de conservation frigorifiques que les hôpitaux, les usagers de l'internet et tout secteur d'activités utilisant l'électricité pour sa production journalière. Les pertes sont énormes en termes de déficit et de baisse d'activité ou de rendement. Si on ne saurait les estimer chacune, chacun des concitoyens Maliens trouverait bien à redire si on se trouvait sous un autre régime que celui de la transition actuelle. Et pour cause : "nan jera ka wara faga niogonfe mogossi kana na o golo don ki bé anw lassiran ni oye". Car si après l'bk dégage et Bah Ndaw mis au frigo on en est arrivé à s'entendre avec les militaires pour conserver le pouvoir et non s'y maintenir vaille que vaille vent contre marée c'est

pour bien sûr régler à la fois une fois pour toutes les questions et problèmes en suspens au Mali depuis 1960. C'est dire donc que tout ce qui a été fait jusque-là en termes de développement industriel sous Modibo Kéita (1960-1968), en termes de participation militaire aux affaires de la cité sous le Cmln de Moussa Traoré et l'ex-Udpm (1968-1991) et en termes de redéploiement démocratique trente ans durant (1992-2022) sous Att-Aok-Att-lbk, est à reprendre de fond en comble. Surtout avec l'émergence de nouvelles sources d'énergie propre et/ou nucléaire dans les perspectives de gestion globale de l'espace politique et de résolution définitive du problème énergétique au Mali.

Faisons l'économie de la refondation politique et des critiques justes injustes injustifiées normales ou excessives à l'encontre du gouvernement de la transition. Ne nous attardons non plus sur les conséquences néfastes mais amorties des sanctions de la Cedeao contre le Mali... passons en par dessous jambe une pile de tissu de récriminations formulées plaintes portées contre Assimi Goita et Choguel Maiga, chef de l'État et chef du gouvernement.

Nous pouvons donc faire focus sur la séparation de la fourniture domestique d'électricité réduite (délestage autorisé) pour favoriser le secteur productif et atténuer les baisses de rendement et de productivité des entreprises et des administrations. Cela est signe de solidarité des populations à l'égard de la détermination des dirigeants de la transition qui veulent coûte que coûte assainir ce secteur oui des malfrats se sont logés pour sucer le sang du peuple avec des pré payés qui ont mal au compteur via les opérateurs de télécommunications qui se sucent aussi sur le dos du peuple. Parce que "ni doka baa ma faga doka nan te jah". En d'autres termes c'est la résilience collective qui permet d'atteindre des résultats. De ce fait, découle une autre détermination perçue dans la politique énergétique gouvernementale actuelle. Il s'agit de la construction de cinq centrales nucléaires au Mali avec l'expertise



ruse. Ce que la France n'aurait imaginé pour le Mali tant qu'elle faisait la pluie et le beau temps dans notre pays. C'est la raison principale qui fait que le secteur énergétique étant un secteur de souveraineté sa délégation globale en gestion est contre-indiquée. Mais, d'ici que ces centrales ne voient le jour dans les prochaines années avec l'avènement de la 4ème République et la fin de la transition en de bons termes, il y a beaucoup à faire pour retoucher la carte énergétique du pays de Kidal à Kayes. Les centrales thermiques et hydroélectriques vont être renforcés selon le chef d'Etat lui-même dans son discours à la nation. Ces infrastructures électriques obtiendront les financements urgents nécessaires au maintien de la production d'électricité. Dans le fonctionnement de l'entreprise publique Edm la nomination de Monsieur Boubacar Diallo comme Directeur général va contribuer à l'amélioration du climat délétère créé dans l'entreprise. Car sans un personnel de qualité pour des installations techniques sensibles l'électricité ne se vendra pas facilement aux Maliens. Mais une purge des mauvais éléments de cette boîte est une garantie pour une restructuration accomplie et conduite jusqu'au bout. En cela, la nomination de ce cadre intervient au moment indiqué.

D'ailleurs, il n'y a pas que le dysfonc-

tionnement structurel dans l'entreprise ; il y a la variable financière qui agit en contre-courant quand on sait l'état de la subvention publique envers cette société au nom du prix de cession de l'électricité aux ménages et aux entreprises sans compter les collectivités locales et les administrations publiques. L'Edm ne peut rien faire de plus quand elle ne reçoit pas les retards de subvention et que ses dettes envers les grandes sociétés et les collectivités publiques ou les administrations publiques. Cette contre-performance se lit dans les faits et le vécu social avec les délestages intempestifs que subissent les populations. Les consommateurs que nous sommes se débrouillent avec leur motos pour charger leur téléphone portable et achètent un power back pour alimenter la maison en éclairage ou des ampoules économiques qui conservent la lumière avec une certaine autonomie. Le solaire aussi s'invite en offrant une alternative aux concessions voisines qui peuvent recharger leur ordinateur ou téléphone portable au domicile des voisins. Toutes solutions qui paraissent indiquer la résilience du peuple malien dans la panne constante d'électricité.

Pour parler de la gestion domestique de cette panne, se serrer la ceinture – en attendant les centrales nucléaires – n'est pas tout. Il faudra bien plus pour mettre en

œuvre les barrages de Sélingué, Balingué, Manatali et Diama. La banque mondiale et le Fmi qui ont longtemps imaginé des solutions pour nous permettre de maîtriser notre production énergétique sans des subventions consenties et par une semi privatisation ; mais ces deux institutions ne peuvent aller au delà des politiques publiques arimées à une politique sociale généreuse. Cela veut dire avoir la volonté politique nécessaire pour une bonne évaluation des problèmes posés et des pistes de réflexion de sortie de la crise énergétique coutumière.

Ils ont été placés en garde à vue ce mercredi 10 décembre 2024 par le procureur du pôle économique.

Rappelons que Koureichi Konaré l'ancien directeur a été limogé le 20 septembre 2023. La ministre Bintou Camara a publiquement dénoncé la disparition de carburant et d'autres malversations à l'EDM sur l'ORTM. La justice malienne enquête sur des accusations de "faux et usage de faux" et "atteinte aux biens publics". Les sept personnes en garde à vue incluent Koureichi KONARÉ, Mme Aminata NIANE, Mamadou SIDIBE, Boubacar DIALLO, Joseph THERA, Ousmane TRAORÉ, et Mme Saran DIAKITE. Ils bénéficient de la présomption d'innocence pour l'instant.

À noter que l'ex-ministre de l'énergie



n'a pas été convoqué contrairement à des informations erronées diffusées sur certains médias. Faudra-t-il un autre régime plus conscient et plus responsable que celui actuellement au pouvoir pour enfin arriver à régler définitivement la question énergétique ?

Pourra-t-on compter sur le prochain régime pour suivre la voie tracée par Assimi et son équipe qui veulent nous équiper en centrales nucléaires ? Wait and see. Puisque Assimi donne des assurances sur les causes des coupures d'électricité, liées notamment à ce que la société EDM n'arrive pas à satisfaire la demande de consommation d'électricité qui

croît de 10% par an, et, entre causes, la vétusté des installations qui sont des centrales thermiques antédiluviennes qui fonctionnent à l'énergie fossile. Mais, avec les 45 milliards de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et le nouveau programme d'apurement, le coût de la production thermique pourra enfin s'aligner sur le prix de vente moyen du Kwh. ressources hydroélectriques et photovoltaïques sont largement inexploitées. S'agit d'« assurer la continuité de la fourniture d'électricité aux populations maliennes et à soutenir le développement économique et social du pays », selon la BOAD.

Le Mali et l'agence russe de l'énergie atomique Rosatom ont signé, en octobre 2023, un protocole d'accord pour une collaboration dans le domaine de l'énergie nucléaire. Mais selon le Dg de l'Edm, il y aurait un gap de 600 millions de litres de carburant pour tenir plus longtemps que de donner actuellement à jouir du précieux jus de courant, qui fait l'objet d'une répartition équitable par quartier et par jour avec seulement 28 millions de carburant. Il reste beaucoup encore à faire, mais l'espoir est permis.

■ Par Khaly Moustapha LEYE

L'Aube

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp:70 44 22 23 - Mail:@gmail.com

Site:www.malikile.com

Abdoulaye Djibril Diallo, dg de l'EDM sa face à la presse :

« Pendant le mois de ramadan, il y aura un plan détaillé de délestage pour permettre aux usagers de mieux s'organiser »

Le jeudi 7 mars 2024, le Directeur général de l'Energie du Mali (EDM SA), Abdoulaye Djibril Diallo, a animé un point de presse au siège de l'EDM à Bamako pour parler de la crise énergétique qui frappe actuellement de plein fouet le Mali. C'était en présence de plusieurs autres responsables de l'EDM-SA.

Selon le conférencier, les causes de cette crise énergétique au Mali sont multiples, parmi lesquelles, l'augmentation du prix du carburant, l'insécurité. Cependant, il dira que l'EDM prévoit une diminution significative des temps de délestage durant le mois de ramadan. « Pendant le mois de ramadan, il y aura un plan détaillé de délestage pour permettre aux usagers de mieux s'organiser. Depuis janvier 2024, l'Etat a mobilisé 42 millions de litres dont 28 millions seront disponibles pour la couverture du mois de Ramadan. Pour l'année 2024, en couvrant la demande à 100%, il nous faudrait 500 millions de litres de combustibles pour 309 milliards de FCFA », a-t-il dit.

Dans ses mots de bienvenue, le directeur général de l'Energie du Mali (EDM SA), Abdoulaye Djibril Diallo, a remercié les plus hautes autorités du pays pour leur soutien en cette période de crise du secteur d'électricité. Avant d'ajouter que cette crise frappe durement les populations tant au plan social, au plan confort de vie, mais aussi, au plan économique tant l'électricité est indispensable aujourd'hui. En faisant l'état des lieux de la crise énergétique au Mali, il a évoqué l'augmentation de la demande ; le manque d'investissement ; la croissance de la part du thermique dans



le mix énergétique ; le coût de production du thermique élevé par rapport à l'hydroélectrique et tributaire des cours mondiaux du combustible ; la baisse de la production hydroélectrique à cause de la faible pluviométrie ; l'augmentation du prix du carburant sur le marché mondial ; la rupture de l'équilibre tarifaire ; le fort endettement de la société EDM et l'insécurité. « Au total, sur cette

période de février à juin 2024, pour satisfaire la demande telle que nous l'avons planifié, nous aurons besoin de 1 milliard 413 millions de Kwh », a-t-il dit. Il a fait savoir que la gestion de l'hydrocarbure est un problème financier. « Pour toute l'année 2024, en couvrant la demande à 100%, il nous faudrait 500 millions de litres de combustibles, ce qui équivaut à 11 000 citernes de 45 000 litres, à 309



milliards de FCFA », a déclaré le DG de l'EDM. Avant de préciser que les autres intrants dans la production de l'électricité ne figurent pas dans cette somme comme les pièces de rechange, la maintenance, l'entretien du réseau, le personnel. Selon lui, le poids du combustible dans la crise actuelle est important. Il a indiqué que le chiffre d'affaires de l'EDM de cette année s'élève à 275 milliards de FCFA. « Sans l'appui constant de l'Etat, en réalité EDM ne serait pas en mesure d'assurer le service. Nous allons poursuivre l'amélioration de la gouvernance. A EDM, nous sommes engagés à vous servir. Nous sommes engagés à servir notre pays à travers l'amélioration du service de l'électricité. Rien ne sera épargné pour améliorer le service », a-t-il promis. A l'en croire, pour la gestion du mois de ramadan, EDM prévoit la diminution significative des temps de délestage ; la

communication d'un plan détaillé de délestage pour permettre aux usagers de mieux s'organiser ; le suivi de l'approvisionnement et constitution du stock : Depuis Janvier 2024, l'Etat a mobilisé 42 millions de litres dont 28 millions seront disponibles pour la couverture du mois de Ramadan ; la disponibilité du Parc de production, des postes et lignes de transport ; la réduction des temps de coupures sur incident : Forte mobilisation des équipes de veille et de dépannage. « Afin de permettre aux usagers de s'organiser, nous publierons régulièrement un plan de délestage... », a précisé Diallo. Comme perspectives à court et moyen termes, le DG de l'EDM évoque la poursuite des efforts engagés à court terme ; la restructuration de la dette bancaire ; l'amélioration de la gouvernance ; la diminution des charges ; la revalorisation et mobilisation de l'expertise locale ; la digi-

talisation des services ; le renforcement des capacités afin de compter davantage sur leurs propres forces et talents ; la réalisation des projets structurants de Production Transport et Distribution ; l'Inversion de l'évolution du mix par la mobilisation des énergies renouvelables : Solaire, hydroélectricité, Eolienne ; la révision de la politique tarifaire afin de rétablir l'équilibre financier du secteur et permettre son expansion ; et la poursuite de l'extension de la desserte pour un plus grand accès à l'électricité au Mali. En langue Bamabara, le conférencier a signalé qu'après la sécurité, c'est l'énergie qui vient en seconde position en termes de besoin. Par ailleurs, il a souligné que l'EDM vent avec perte. « Nous œuvrons pour trouver une solution à cette crise énergétique », a-t-il conclu.

■ **Aguibou Sogodogo**
Le Républicain

www.malikile.com



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Le pouvoir exécutif dans la Constitution

Tenue d'un atelier de haut niveau à Kabala



Samedi dernier, le Centre d'entraînement pour sportifs d'élite Ousmane Traoré de Kabala a accueilli un atelier de haut niveau sur le thème « Le Pouvoir exécutif dans la Constitution : Interactions avec les autres pouvoirs, valeurs et principes », présidé par le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga. Cet événement a réuni les cadres de la haute administration de Kabala, ainsi que plusieurs membres du Gouvernement, du CNT, des autres institutions de la République, des Secrétaires généraux de la Présidence, de la Primature et des départements ministériels, ainsi que des responsables des

services centraux.

Lors de la cérémonie d'ouverture, le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des Réformes politiques et institutionnelles, a souligné l'importance de cet atelier en lien avec l'adoption de la nouvelle Constitution en juillet 2023. Les évolutions et les innovations enregistrées appellent à une nouvelle compréhension du pouvoir exécutif, notamment de ses interactions avec les autres pouvoirs, ses valeurs et ses principes.

Dans son discours, Mme Fatoumata Sékou Dicko a mis en avant la

séparation des pouvoirs ainsi que leur complémentarité nécessaire. Elle a comparé cette séparation à un foyer traditionnel africain reposant sur trois grosses pierres symbolisant l'équilibre et la stabilité. Selon elle, il est vital de ne pas concentrer tous les pouvoirs entre les mains d'une seule entité, tout en soulignant l'importance de ne pas confier directement la gestion du pouvoir au peuple. Cette réflexion a mis en lumière la nécessité de séparer les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, en s'appuyant sur les valeurs anciennes qui ont façonné l'exercice du pouvoir depuis les grands empires.

Les panelistes ont été invités à approfondir ces questions et à éclairer l'auditoire sur les dispositions pertinentes de la nouvelle constitution. Le Pr Ibrahima N'Diaye, éminent paneliste, a animé la conférence inaugurale en se concentrant sur les valeurs et les principes du pouvoir exécutif. En s'appuyant sur l'enseignement traditionnel du « Do Kayidara » présent dans sa famille depuis des siècles, le chercheur a souligné l'importance de cet héritage historique codifié depuis 1237 et transmis à travers des écoles, véritables "vestibules du savoir". Ce système éducatif a permis de reconstituer les fondements politiques, culturels et moraux de l'exercice du pouvoir.

Cet atelier de haut niveau a donc été l'occasion pour les participants de débattre et d'échanger sur le rôle du pouvoir exécutif dans la Consti-

tution, mettant en lumière les interactions avec les autres pouvoirs, les valeurs et les principes qui le sous-tendent. La référence à Ibn Battouta et son témoignage sur l'empire du Mali en 1352 met en lumière la perception de l'époque sur la sécurité et la prospérité qui régnaient dans cette région.

Les Contributions d'Ibn Battouta à l'Unité du Mali

Les récits d'Ibn Battouta mettent en lumière l'absence de famine, de soif, de vols et de tromperies, ainsi que la collaboration entre les divers groupes ethniques pour la conquête et l'exercice du pouvoir.

Les périodes sombres mentionnées, caractérisées par des actes de violence extrême, ont été suivies par un retour à la raison grâce à des al-

liances et des accords qui ont abouti à l'établissement de cinq valeurs fondamentales : le mogoya, le mogo sèbèya, le mogo sèbèbèdenya, le fa-siya tiimè ou horonya et le sinankunya. Ces valeurs ont contribué à renforcer l'unité et l'indivisibilité du Mali, symbolisées par les couleurs nationales représentant la terre nourricière, l'or et le sang symbolisant l'âme du pays.

Le discours du Premier ministre, au nom du Président de la Transition, souligne l'importance du thème abordé et son impact sur tous les citoyens en tant qu'acteurs des nouveaux pouvoirs constitutionnels. Il met en avant la qualité des ressources humaines du pays, notamment des personnalités telles que le Professeur N'Diaye et le Professeur Fousséïni Samaké, impliquées dans l'élaboration de la nouvelle constitu-



tion qui clarifie les rôles des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.

Ces avancées constitutionnelles visent à renforcer l'indépendance des pouvoirs et à garantir une gouvernance plus transparente et équilibrée. Elles illustrent la volonté du Mali de s'engager dans une démarche démocratique et de valoriser son histoire et ses valeurs pour bâtir un avenir solide et prospère. La recentralisation du pouvoir exécutif autour du Président, le renforcement du pouvoir législatif avec l'émergence d'un sénat aux côtés de l'Assemblée nationale pour former le Parlement, ainsi que le renforcement du pouvoir judiciaire avec la création de la Cour des Comptes représentent des évolutions significatives dans l'organisation institutionnelle du Mali. Ces réformes visent à établir

un fonctionnement harmonieux et efficace des trois pouvoirs, à savoir l'exécutif, le législatif et le judiciaire.

Le Chef du gouvernement a souligné que ces changements sont motivés par une volonté légitime de rechercher un équilibre entre les différents pouvoirs, dans le respect de la souveraineté du Mali, de ses choix stratégiques et de ses partenariats, ainsi que de l'intérêt du peuple malien. Ces principes sont désormais ancrés dans la Constitution du pays.

Le Premier ministre a également mis en avant un triptyque essentiel composé des 3D : Développement, Diplomatie et Défense. Ces piliers sont cruciaux pour l'avenir du Mali et guideront les actions du gouvernement dans ces domaines clés.

Enfin, l'importance de la qualité des individus chargés de mettre en œuvre ces réformes politiques et institutionnelles a été soulignée. En effet, la réussite de ces changements dépendra en grande partie de l'engagement et de la compétence des acteurs impliqués, qu'ils soient responsables d'institutions, ministres ou membres de la haute administration. Il est donc essentiel que toutes les parties prenantes fassent preuve d'une écoute attentive et d'une participation active pour assurer le succès de ces réformes. En effet, comme l'a souligné le Premier ministre, ce sont les femmes et les hommes qui mettent en œuvre ces changements et qui en déterminent la valeur et l'efficacité pour le peuple malien.

Arouna Sidibé



Le premier ministre s'adresse à la classe politique : « Nous sommes entre nous. Nous n'allons pas nous séparer »



Le Premier ministre s'est adressé à la classe politique ce jeudi 7 mars 2024, au Centre international de Conférences de Bamako (CICB). Au cœur de la rencontre, le retrait des pays membres de l'AES de la CEDEAO et la fin de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation nationale issu du processus d'Alger.

Dans son adresse à l'assistance, le Premier ministre s'est ainsi interrogé : « au début de la rectification de la Transition, qui pensait que le Mali allait récupérer Kidal? Etant la contradiction principale, Kidal était ainsi devenu un enjeu ultra stratégique. Ce questionnement a pour objectif, selon le Premier ministre, de faire le bilan de la Transition.

Pour la compréhension de la classe politique, le Chef du gouvernement a rappelé des pans entiers de l'histoire de notre pays, notamment en ce qui concerne les origines de la crise multidimensionnelle que nous subissons injustement depuis plus d'une décennie. Il a insisté sur les conséquences de cette crise sécuritaire



sur la structure socio-politique du pays.

« Je suis un mélange d'Arabe, de Touareg, de Tamasheq et de Sonrhäï », a confié le Premier ministre. Une information personnelle qui reflète le brassage, la profondeur de nos racines et la richesse humaine de notre pays. A cela s'est malheureusement greffée l'ingérence étrangère qui est venue entraver le vivre ensemble. « Les populations du nord n'ont jamais voulu la division du Mali. Tout est organisé de l'extérieur » a assuré le Premier ministre.

Cette rencontre entre le Premier ministre et la classe politique a tourné autour des points essentiels en phase avec le travail du gouvernement : le retrait des pays membres de l'AES de la CEDEAO et la fin de l'Accord pour la Paix et la

Réconciliation nationale, issu du processus d'Alger.

Le Chef du Gouvernement est revenu sur les principes édictés par le Président de la Transition, le Colonel Assimi GOÏTA, à savoir :

- Le respect de la souveraineté de l'Etat;
- Le respect des choix souverains du peuple ;
- La défense des intérêts du peuple.

Sur la situation de la paix, le Chef du gouvernement s'est prononcé sur les insuffisances de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation nationale, issu du processus d'Alger et l'instrumentalisation de la CEDEAO par des entités extérieures à la communauté.

Le Premier ministre a également déclaré que c'est grâce à la solidarité du couple Président- Premier ministre que la construction du Mali kura a pu être une réalité dans toutes ses dimensions. Que tous les obstacles dressés en travers de la route ont pu être levés et que des politiques et de grandes réformes pour le développement de notre pays ont pu être mises en oeuvre.

A la classe politique, le Premier ministre a réitéré que le centre de gravité du pouvoir est le peuple. Et le gouvernement de la Transition s'est engagé durant ces dernières années à oeuvrer uniquement pour ce peuple. Rien que pour le peuple.

Source : CCRP

Bougouni!

Et de 11 pour le Festival International DIDADI



Le Festival International Didadi de Bougouni s'est ouvert cet après-midi du 7 Mars, en présence du Ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme.

Dans le Banimonotié où l'activité culturelle se poursuivra jusqu'au 10 Mars, le Ministre Andogoly Guindo s'est empressé de dire aux populations et aux festivaliers que "Venir à Bougouni est toujours un plaisir renouvelé, surtout après la réussite des éditions précédentes du Festival".

Le Festival DIDADI qui souffle ainsi sur ses 11 bougies cette année attend plus de 15 000 participants parce qu'il aura engrangé plus de succès fulgurants, démontré son sens du partage, de tissage, de rencontres, de brassage et d'intégration avec une densification et une belle preuve de maturité.

L'événement culturel a réuni autour du Ministre de tutelle, beaucoup d'autres personnalités de Bougouni, des invités venus du Burkina Faso démontrant 11 ans après, sa résilience pour un attachement réel à la

culture, mais aussi l'intégration des peuples par la culture, comme pour signifier que le Mali reste et restera plus que jamais fidèle à sa vocation, sa vocation culturelle, sa vocation d'ouverture au monde.

Une singularité que le Ministre chargé de la Culture tenait à réitérer aux autorités et aux populations de Bougouni : "Le Gouvernement accorde la plus haute importance à ce type d'initiative celle de faire des industries culturelles et créatives, un levier de développement, de création d'emplois, un facteur de paix,

de cohésion sociale et du vivre ensemble... mobilisation pour soutenir cette industrie culturelle qui crée de la richesse et des emplois, mais qui incarnent notre identité dans toute sa complexité et sa richesse.

L'Etat est engagé dans une action d'ampleur pour faire de la culture l'un des moteurs de la relance de notre pays...". Et d'étayer cette vision par une assertion de Joseph Ki-Zerbo : « il faut infrastructurer nos cultures. Car une culture sans base matérielle et logistique n'est que vent qui passe ».

Avec le thème de cette année "Rôle

de la photographie dans la construction de la paix et de la cohésion sociale", le Ministre espère que le Festival 11 de Bougouni sera le creuset de vertus et de valeurs qui ont toujours permis de réguler les rapports individuels et collectifs de sorte à assurer en permanence l'unité, la paix et la concorde puisque la culture est une arme séculaire de prévention et de résolution des conflits dans notre pays, aussi source d'initiatives pour réconcilier les cœurs et les esprits, pour consolider la cohésion sociale d'autant plus que la culture malienne renferme tous les ingrédients et les ressorts sur lesquels notre peuple devrait s'appuyer pour rebâ-

tir le havre de paix qu'a toujours été notre pays.

Seydou COULIBALY, Directeur du Festival a été loué par le Ministre pour sa vision et sa foi opiniâtre de faire de la culture, un levier pour le développement de la ville de Bougouni et du Mali, même gratitude pour les autorités politiques, administratives, les festivaliers, les sponsors, les partenaires, tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à la réussite de ce Festival.

Cellule .Com .MACIHT



APN:

Le rapport d'activité du gouvernement renforce la confiance des investisseurs pour 2024



Le rapport d'activité du gouvernement présenté pour examen à l'Assemblée populaire nationale (APN), lors de la session annuelle de cet organe législatif national de la Chine, a attiré l'attention du monde entier. Ce rapport a permis au monde extérieur de mieux comprendre les objectifs et la feuille de route du développement économique de la Chine en 2024. De nombreux investisseurs internationaux y voient des opportunités offertes par la deuxième économie mondiale.

La dynamique actuelle de la croissance économique mondiale est insuffisante, et de nombreuses institutions internationales prévoient une croissance mondiale de cette année inférieure à 3 %. La Chine a fixé son objectif de croissance du

PIB pour cette année à environ 5 %, ce qui est conforme aux attentes extérieures et envoie des signaux positifs au monde.

Les analystes soulignent qu'en 2023, le PIB de la Chine a augmenté de 5,2 % en glissement annuel, ce qui est nettement plus rapide que les taux de croissance économique des États-Unis (2,5 %), de la zone euro (0,5 %) et du Japon (1,9 %). Compte tenu de cette base élevée, l'objectif de croissance économique pour 2024 s'avère proactif. Au niveau mondial, le taux de croissance économique des pays développés s'est situé autour de 2 à 3 % ces dernières années, et la Chine a fixé son taux de croissance économique à environ 5 %, montrant ainsi sa détermination et ses efforts pour contribuer à la re-

prise économique mondiale.

Pour mettre en œuvre cet objectif, le gouvernement chinois a défini dix priorités cette année, dont la promotion vigoureuse de la construction d'un système industriel moderne, la mise en œuvre approfondie de la stratégie de renouveau national par la science et l'éducation, la stimulation de la demande intérieure et l'élargissement de l'ouverture de haut niveau. Grâce à ces feuilles de route, le monde voit plus clair les opportunités offertes par la Chine.

Il convient de souligner le développement de « nouvelles forces productives de qualité ». De nombreux médias étrangers estiment que ce domaine a fort potentiel de



développement deviendra un catalyseur de la croissance économique, ce qui signifie que la Chine met un plus grand accent sur le mode de développement « innovant ». Le rapport d'activité du gouvernement mentionne l'optimisation et la mise à niveau de la chaîne d'approvisionnement industrielle.

À l'heure actuelle, dans le delta de la rivière des Perles, 95 % des composants d'un smartphone peuvent être disponibles en moins d'une heure ; dans le delta du fleuve Yangtsé, le « cercle industriel de quatre heures » des véhicules à énergie nouvelle a pris forme ... Le renforcement de la résilience et la compétitivité de la chaîne industrielle dans le futur permettra aux entreprises de se développer davantage et donnera un nouvel élan au monde.

Dans le même temps, le rapport d'activité du gouvernement planifie de façon détaillée les industries émergentes et futures, l'innovation et le développement de l'éco-

nomie numérique. Certaines analyses soulignent que les nouvelles énergies, l'économie numérique, l'intelligence artificielle, la fabrication haut de gamme, les soins de santé et d'autres industries font actuellement partie des principaux domaines d'intérêt de l'investissement étranger en Chine.

Le rapport d'activité du gouvernement insiste sur la nécessité de stimuler la demande intérieure. Qu'il s'agisse de cultiver et de développer de nouveaux types de consommation ou de stabiliser et d'accroître la consommation traditionnelle, un énorme marché de plus de 1,4 milliard d'habitants offre des opportunités gagnant-gagnant indispensables pour le monde entier.

L'ouverture est un autre message clé que le monde extérieur perçoit dans le rapport d'activité du gouvernement chinois de cette année. De l'assouplissement de l'accès au marché des services tels que les télécommunications et les soins

médicaux, à l'élargissement du catalogue des industries encouragées pour les investissements étrangers, en passant par la mise en œuvre des huit actions visant à soutenir la construction de haute qualité de « la Ceinture et la Route », le rapport énumère un certain nombre de mesures visant à élargir l'ouverture, ce qui stimulera la confiance des entreprises multinationales.

« Les efforts constants déployés par la Chine pour promouvoir l'ouverture de haut niveau et optimiser l'environnement des investissements étrangers donnent à Sanofi une solide confiance dans son développement sur le marché chinois », a confié le président de Sanofi Greater China.

Dans le contexte actuel où les États-Unis et certains pays occidentaux cherchent à créer « de petites cours entourées de hauts murs », à faire le découplage et à rompre les chaînes d'approvisionnement, la Chine continue à élargir l'ouverture de haut niveau, injectant au monde une rare stabilité.

Selon le « Rapport d'enquête sur l'environnement commercial en Chine », publié en février dernier par la Chambre de commerce américaine en Chine, en 2023, les perspectives de développement des entreprises américaines en Chine devraient encore s'améliorer : 50 % des entreprises interrogées considèrent la Chine comme une destination de premier choix ou l'une des trois premières destinations d'investissement dans le monde.

Dans le contexte de l'intensification actuelle des conflits géopolitiques et de la morosité de la reprise de l'économie mondiale, il ne sera pas facile pour la Chine d'atteindre les objectifs prévus cette année. De plus grands efforts sont nécessaires. Mais comme le dit le rapport, les conditions favorables sont plus fortes que les facteurs défavorables. La Chine offrira de nouvelles opportunités au monde grâce à son nouveau développement.

Source: cgtn.com

Chine 2024

Une croissance économique de 5,2 %

Il y a un réel décalage entre ce que l'on lit dans la presse et dans les revues académiques occidentales sur l'état actuel de l'économie chinoise et la réalité elle-même. Pour ceux qui vivent dans les pays du Nord, la Chine vivrait une crise majeure, qui donnerait les premiers signes de l'épuisement de son « modèle ». Pour d'autres, il s'agit d'une « leçon » : la Chine doit accroître le rôle de la consommation au détriment d'un modèle obsolète basé sur les exportations et les investissements.

En réalité, nous avons vu une croissance économique de 5,2 % en Chine. Dans le même temps, les États-Unis ont progressé de 2,5 %, le Japon de 1,9 %, la France de 0,9 %, tandis que le Royaume-Uni et l'Allemagne ont reculé de 0,1 %. En termes de productivité du travail, la croissance chinoise a été de 4,8 % en 2023, tandis que les États-Unis ont connu une croissance négative de -0,7 % et l'Allemagne, -0,3 %. D'une manière générale, cela signifie que la Chine continue de rattraper les économies capitalistes majeures, tout en disposant déjà d'une autonomie technologique totale dans plusieurs secteurs de pointe.

Le plus intéressant est de noter que les performances économiques de la Chine se situent, depuis 2020, à des niveaux supérieurs à ceux nécessaires pour atteindre les objectifs fixés pour 2035. En d'autres termes, cela signifie que le pays devrait atteindre le niveau de développement souhaité par les dirigeants du pays avant même la date prévue. Par conséquent, il convient de s'interroger sur les raisons pour lesquelles la Chine a réussi non seulement à maintenir les niveaux de croissance nécessaires pour, par exemple, la création de 11 millions d'emplois urbains prévus dans le 14e plan quinquennal, mais aussi à se maintenir comme la principale source d'exportation de prospérité vers le reste du



monde, en particulier les pays du Sud. Par exemple, en septembre 2013, le président chinois Xi Jinping a défini les grandes lignes de ce que l'on appelait alors la « Ceinture économique de la Route de la soie », aujourd'hui l'Initiative « la Ceinture et la Route ». Depuis lors, 154 pays ont officiellement rejoint le projet, avec environ 1 000 milliards de dollars investis sur presque tous les continents du monde.

En d'autres termes, la réalité ne montre pas un soi-disant « moment Tchernobyl » pour l'économie chinoise. On exagère les problèmes survenus dans le secteur de l'immobilier. Bien sûr, une crise quasi soudaine dans un secteur qui représente environ 30% de l'économie d'un pays de la taille de la Chine n'est pas anodine, de même qu'aucun pays capitaliste dans le monde n'est capable de planifier une transition dans la dynamique qui implique un changement gigantesque entre les secteurs économiques et les régimes de propriété.

Un exemple de cette transition est l'augmentation des crédits au secteur industriel, notamment ceux liés au secteur de haute technologie, proportionnellement à la réduction des ressources bancaires allouées au secteur immobilier. Les données fournies par la Banque populaire de Chine montrent qu'au cours des trois premiers trimestres de 2018, le crédit au secteur de la construction a augmenté de 24,9 %, contre environ 5 % au secteur industriel. Cette tendance a changé depuis. Au troisième trimestre 2023, le secteur industriel a connu une croissance de l'accès au crédit de 34,2 %, contre seulement 4,8% au secteur de l'immobilier. Ce qui est implicite dans ces données, c'est la concentration totale des énergies sur la construction de la pleine souveraineté technologique de la Chine dans un monde où le pays subit un processus d'intimidation commerciale et technologique de la part des États-Unis.

Cette transition, bien que diffi-



cile compte tenu de l'ampleur de son fonctionnement, accélère la construction d'une dynamique de développement dite « de haute qualité », car elle implique l'expansion des services publics tels que les trains à grande vitesse, de lourds investissements visant à maintenir la Chine à l'avant-garde de la révolution industrielle actuelle basée sur les industries d'énergies renouvelables, ainsi qu'un processus d'urbanisation guidé par l'expansion de l'accès populaire à de nouveaux droits et équipements tels que les hôpitaux modernes, les écoles, les villes inclusives et intelligentes.

Toutes ces nouvelles dynamiques de croissance économique constitueront la base de ce que le président Xi Jinping a appelé les « nouvelles forces productives de qualité », c'est-à-dire l'émergence d'un développement économique largement basé sur des technologies nouvelles dans tous les domaines de l'activité sociale. En ce sens, beaucoup de ceux qui s'intéressent à l'avenir du développement chinois poseront une telle question : est-il possible

de maintenir des niveaux de croissance compatibles avec les besoins du pays ? Par exemple, l'objectif de croissance de 5 % pour 2024 annoncé à l'ouverture des « Deux sessions » par le Premier ministre Li Qiang.

La réponse est oui. Il ne s'agit pas d'un pur optimisme quant à l'avenir de l'économie chinoise, mais plutôt d'une vision particulière de ceux qui ont suivi la construction au cours des dernières décennies d'une grande machine, étatique et institutionnelle, capable de diriger l'économie dans le bon sens, de prévenir les obstacles et de les anticiper avec des innovations institutionnelles rapides et suffisantes.

Les avantages que la Chine compte à ses côtés pour atteindre ses objectifs de croissance et d'emploi sont souvent négligés en Occident :

1) un vaste noyau productif et financier de nature publique centré sur 96 grands conglomérats d'entreprises publiques et 144 institutions financières publiques visant à favoriser le développement, et

2) l'inauguration de nouvelles formes supérieures de planification économique basées sur l'utilisation généralisée d'innovations technologiques de rupture telles que le Big Data, l'intelligence artificielle et la 5G.

Telles sont les raisons pour lesquelles je suis convaincu que la croissance économique chinoise restera à des niveaux compatibles avec les besoins du pays, et même du monde. L'année 2024 devrait être marquée par la consolidation d'une dynamique de développement fondée sur les « nouvelles forces productives ».

(Elias Jabbour : consultant auprès de la présidence de la Nouvelle banque de développement (NDB) et professeur associé à la Faculté des sciences économiques de l'Université d'Etat de Rio de Janeiro (FCEUERJ). Auteur, avec Alberto Gabriele, de « Chine : socialisme du XXIe siècle » [Boitempo, 2021]. Lauréat du Prix spécial du livre de Chine 2022.)

Source : cgtn.com

Compétitions africaines : Le stade malien fixé sur son sort

La dernière journée de groupes des compétitions africaines de clubs (ligue des champions et coupe de la confédération) s'est disputée le week-end dernier. Pour la suite de ces deux compétitions, un tirage au sort sera effectué pour déterminer les oppositions des quarts de finale. Il est prévu pour ce mardi 12 mars. A cette occasion, le stade malien de Bamako sera fixé sur son sort.



A l'issue de la 6e et dernière journée de la phase de poules de compétitions interclubs, l'identité des équipes qualifiées pour les quarts de finale a été connue. Pour la suite des tournois, la Caf, instance organisatrice, a indiqué que "ce mardi 12 mars, à 12 h GMT, le tirage au sort des quarts de finale de la Coupe de la Confédération sera effectué au Caire, en Egypte. Il sera suivi de celui de la Ligue des Champions, prévu à 13 h GMT".

Qualifié pour les quarts après avoir fini 2e de son groupe de la Coupe de la Confédération, le Stade malien de Bamako croisera

le fer avec l'un des adversaires suivants : le Zamalek d'Egypte, l'USM Alger ou Dreams FC du Ghana. En effet, le règlement de la compétition prévoit que les 2es de poules jouent contre l'un des premiers des autres

poules qui ont le double avantage de recevoir lors du match retour. Il en est de même pour la Ligue des champions.

AC.

Ligue des champions (les 8 qualifiés)

Al Ahly (Egypte), ASEC Mimosas (Côte d'Ivoire), Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud), Atlético Petróleos de Luanda (Angola), TP Mazembe (RD Congo), Simba SC (Tanzanie), Espérance Sportive de Tunis (Tunisie), Young Africans (Tanzanie).

Coupe de la Confédérations (les 8 qualifiés)

USM Alger (Algérie), Zamalek (Egypte), Dreams FC (Ghana), RS Berkane (Maroc), Modern Future (Egypte), Abu Salem (Libye), Rivers United (Nigeria), Stade Malien (Mali).

MALI TRIBUNE



Bélier (21 mars - 19 avril)

De bonnes occasions dans le domaine professionnel devraient se présenter à vous aujourd'hui. Vos possibilités intellectuelles, commerciales ou artistiques seront en plein essor. Sachez les exploiter et les canaliser vers un objectif précis. Si vous ne vous dispersez pas et ne perdez pas de temps dans des tâches inutiles, vous serez content du résultat de vos efforts. Gérez bien votre temps et restez concentré, vous gagnerez en productivité.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Des changements majeurs ont lieu au sein de votre travail, une réorganisation et un nouvel organigramme pourraient voir bientôt le jour. C'est peut-être le moment idéal pour avoir le poste que vous avez toujours convoité. Parlez-en à votre hiérarchie, et exposez-lui clairement la manière dont vous voyez votre avenir professionnel. Bien sûr, il sera question de prouver que vous êtes la personne idéale pour ce poste, en avançant des arguments solides.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Si l'on vous demande comment se passe votre vie professionnelle, vous auriez tendance à répondre "ça va", sans vous étendre davantage. Ne vous êtes-vous jamais dit que vous méritiez mieux ? Les astres vous invitent à faire une rétrospective de vos années de travail et à vous interroger sur ce à quoi vous aspirez pour les années qui viennent. Vous allez prendre des décisions importantes suite à cette réflexion.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Si vous recherchez un emploi, vous pourriez avoir un coup de téléphone important aujourd'hui. Votre vie professionnelle est sur le point de prendre un nouveau tournant. Si vous êtes déjà en poste, votre patience portera ses fruits. La signature d'un contrat, une augmentation ou une promotion vous attendent peut-être. Vous aurez probablement une nouvelle à fêter ce soir. Vous l'avez amplement mérité, profitez-en !



Lion (22 juillet - 23 août)

Votre dévouement et votre attention aux détails ne passeront pas inaperçus. Les efforts consciencieux que vous investissez seront remarqués par vos pairs et supérieurs, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles opportunités professionnelles. Soyez prêt à partager vos méthodes organisées, cela renforcera votre position en tant que professionnel fiable et efficace. En maintenant votre sens inné de l'organisation, vous créez un environnement de travail fluide.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous avez parfois l'impression que personne ne remarque vos efforts. Aujourd'hui, vos compétences vont enfin être reconnues à leur juste valeur. Continuez à vous impliquer avec sérieux dans votre travail, même si vous n'êtes pas récompensé chaque jour. Une augmentation pourrait même suivre si vous vous en donnez les moyens. Appréciez les compliments qui vous sont faits, et profitez-en pour reprendre confiance en vous !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Votre journée de travail se passera sous le signe de la nouveauté. Or, les nouveautés peuvent vous aider à voir votre carrière sous un jour différent. Soyez ouvert à de nouvelles perspectives et à de nouvelles manières de penser. Élaborez un plan stratégique pour en tirer le meilleur parti, identifiez vos objectifs et les étapes nécessaires pour les atteindre et soyez ouvert aux changements et à la découverte.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre équanimité face à l'impermanence sera très utile au travail pour cette période de changement. Poursuivez la consolidation de vos bases tout en explorant des missions et des tâches plus créatives dans votre travail. Votre persévérance déclencherà des idées novatrices, créant ainsi une synergie indispensable entre la constance et la créativité. Vous serez l'inspirateur, mais pas nécessairement le moteur de cette créativité.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Et si vous étiez en quête d'aventure ? Vos envies du moment vous poussent à remettre en cause votre emploi actuel pour explorer de nouvelles pistes professionnelles. Et si vous aviez des opportunités via votre réseau ? Quoi qu'il en soit, vous commencez doucement à sonder le marché et consulter les offres d'emploi. Ce n'est pas pour autant que vous délaissiez votre job et ses missions, puisque vous êtes sur ces missions importantes.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Tout ne marche pas du premier coup et vous pourriez en faire les frais au travail. Gardez à l'esprit que ce n'est pas entièrement votre faute et qu'il faut prendre en compte d'autres facteurs. Cela ne remet pas en cause votre efficacité ou votre organisation. Encore moins les objectifs que vous vous êtes fixés ! Persévérez et entourez-vous des personnes qui voient le meilleur en vous. Leur soutien ne pourra que vous être bénéfique.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous pouvez anticiper de grands succès dans votre carrière. L'influence planétaire du jour stimule votre ambition et facilite l'atteinte de vos objectifs professionnels. De plus, vous pourriez recevoir un coup de pouce inattendu et bienvenu. Soyez prêt à saisir toutes les opportunités qui se présenteront. Faites attention à ne pas prendre la grosse tête, il est important de rester humble face à vos réussites professionnelles.



Poisson (19 février - 21 mars)

Une personne de votre entourage professionnel pourrait bien vous confier quelque chose qui aura un impact positif sur votre journée. Saisissez cette opportunité précieuse pour renforcer vos liens avec vos collègues et pour créer une plus grande cohésion dans votre environnement de travail. Grâce à votre productivité et à votre sens de l'organisation, vous pourriez être moteur d'une nouvelle dynamique positive au sein de votre équipe.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>1273 Malikilé</p> <p>Kamena lève le voile!</p>	<p>1274 Malikilé</p> <p>Les enfants de Badalabougou servis</p>	<p>1275 Malikilé</p> <p>Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA</p>	<p>1276 Malikilé</p> <p>La grosse arnaque!</p>
<p>1277 Malikilé</p> <p>242 filles et femmes installées</p>	<p>1278 Malikilé</p> <p>De quoi ont peur les pays de la zone franc?</p>	<p>1279 Malikilé</p> <p>Montaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM</p>	<p>1280 Malikilé</p> <p>Les travaux débütent aujourd'hui!</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23